

STRATÉGIE

2024+

OPERATION

LIBERO



**NOTRE
VISION**

**NOTRE
MISSION**

**NOS
OBJECTIFS
POLITIQUES**

NOTRE VISION

Nous défendons une **société ouverte** et **progressiste, libérale** et **juste**, qui garantit à **chaque être humain de se développer** et d'être **égal en dignité et en droits**.

NOTRE MISSION

Nous nous engageons pour la défense et le développement de la **démocratie libérale** en Suisse, en Europe et dans le monde, en tant que fondement d'une société ouverte et progressiste, libérale et juste. Nous considérons nos activités comme une contribution à la protection et au développement des **institutions de l'État de droit** et du **projet européen**, en soulignant leur importance dans divers contextes sociétaux, en agissant lorsque nous constatons qu'elles sont menacées et nous nous efforçons de les améliorer constamment. Nous combattons le populisme. Par populisme, nous entendons la prétention exclusive de représenter le « vrai peuple ». Il s'agit donc toujours d'une attaque contre le pluralisme et, par ricochet, contre la démocratie libérale.

Nous sommes un **mouvement politique** indépendant, transpartisan, inclusif et accessible. Nous encourageons le bénévolat et les opportunités de cocréation pour une grande équipe diverse et engagée au sein de notre mouvement. Nos hiérarchies sont aussi plates que possible. **Ensemble** avec d'autres forces, nous faisons la différence en tant que mouvement politique, car nous considérons le changement comme une opportunité pour le progrès social. Nous faisons preuve de précision sur le fond, de clarté et d'audace dans la forme et de courtoisie dans nos relations.

NOS OBJECTIFS POLITIQUES

Afin d'utiliser au mieux nos ressources en tant qu'organisation politique et dans le but d'obtenir le plus grand impact possible, nous nous concentrons sur des thèmes précis. **Sur la base de notre vision et de notre mission**, nous différencions nos thèmes et nos activités en **axes prioritaires (agenda setting) / positions / thèmes transversaux / barrages**.

Nous mettons l'accent sur les thèmes prioritaires où nous visons à jouer un rôle de premier plan dans **la définition de l'agenda politique**. C'est le cas pour les thèmes du **libéralisme**, de **l'Europe** et d'une **société ouverte**. Nous essayons ici d'introduire et d'imposer nos propres analyses de cadrer le débat public sur cette base et de faire passer nos propres revendications (par exemple une initiative populaire).

Nous avons des **positions** sur les thèmes de la **transformation numérique** et de **l'égalité et des projets de vie**. Avoir une position signifie que nous expliquons clairement ce que nous défendons sur ces sujets et que nous associons à des revendications concrètes. Nous soutiendrons ou combattons, le cas échéant, les propositions existantes sur ces sujets (p. ex. mariage pour tous-tes, congé parental, loi sur l'asile, loi-terrorisme) ou nous les mettrons en relation avec des thèmes pour lesquels nous aspirons à un rôle de premier plan, sans pour autant aspirer à définir l'agenda politique dans ces domaines.

Nous comptons comme **thèmes transversaux** les sujets qui jouent un rôle important dans nos autres thèmes, mais où nous faisons rarement campagne et n'avons pas la prétention de définir l'agenda politique. Il s'agit notamment de **l'urgence climatique**, des discriminations et de la **numérisation**.

Nous faisons **barrage** là où nous voyons notre mission et notre vision menacées. Nous nous engouffrons dans la brèche lors de votations et de développements où nous le jugeons nécessaire (p. ex. No Billag, Initiative de mise en œuvre). Notre engagement contre les causes populistes et les évolutions populistes entre notamment dans cette catégorie.

AXE PRIORITAIRE : METTRE À JOUR LE LIBÉRALISME

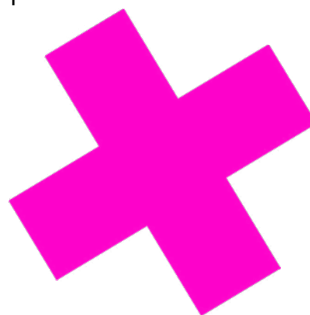
Les principes du libéralisme constituent le fondement de nos positions et notre cap politique. Notre interprétation du libéralisme se fonde sur l'idée que la sauvegarde et la promotion des libertés, de l'autonomie et de la dignité de l'individu doivent être l'objectif ultime de toute action étatique. Le libéralisme ne peut pas et ne doit pas être réduit à « moins d'État ». La promotion des libertés et l'intervention de l'État ne constituent pas une contradiction. Il existe des mesures et des formes d'intervention étatique qui non seulement promeuvent les libertés, mais qui sont une condition préalable pour l'accès aux libertés. Le libéralisme ne se méfie pas seulement du pouvoir de l'État, mais de toute concentration de pouvoir. Si la relation entre l'État et les libertés est complexe, la relation entre liberté et responsabilité est directe. Nous ne considérons pas la neutralité et la souveraineté de la Suisse comme des finalités politiques en tant que telles, mais un moyen au service des libertés individuelles. Il en va de même pour la démocratie : elle n'est pas une finalité en soi, mais elle est au service des libertés. Comme il est impossible de garantir les libertés de toutes et tous si une partie de la population est exclue du processus décisionnel, nous considérons que le libéralisme est indissociable de la démocratie. Nous sommes conscient·es que le libéralisme est constamment pris pour cible autour de certains clichés. Le libéralisme mérite néanmoins d'être défendu. Les principes du libéralisme constituent aujourd'hui le meilleur bouclier contre la droite populiste et anti-libérale.

AXE PRIORITAIRE : EUROPE

Aucun projet n'est plus vital pour la sauvegarde des droits fondamentaux et pour l'avenir de la démocratie libérale que la construction européenne. Aucune question n'est plus vitale pour l'avenir de la Suisse que notre engagement dans ce projet. La relation institutionnelle troublée avec l'UE constitue le plus grand risque structurel pour la Suisse en tant que place industrielle et scientifique. Nous voulons contribuer à un discours de politique européenne qui place au premier plan l'Europe en tant que projet de paix et de liberté, qui se fonde sur l'État de droit, les droits humains et la démocratie et qui souligne l'importance géopolitique de l'UE. Nous nous engageons pour des relations entre la Suisse et l'UE qui règlent le développement du droit commun, qui résolvent les conflits en se fondant sur le droit plutôt que sur la force et, en particulier, pour un cadre institutionnel qui permette à la Suisse de participer aux décisions qui la concernent. Nous avons l'ambition d'influencer de manière décisive le débat en matière de politique européenne. Notre projet le plus important à cet égard est l'Initiative Europe.

AXE PRIORITAIRE : SOCIÉTÉ OUVERTE

Le droit des migrations et le droit de la nationalité déterminent qui a droit d'appartenir à part entière à une collectivité et à quelles conditions ainsi que de définir qui y a des chances de promotion, de participation et de décision. La liberté de circulation et la participation politique sont donc des revendications fondamentales d'un point de vue libéral. Or, les migrations continuent d'être traitées comme des perturbations temporaires de l'ordre naturel des choses et les droits politiques sont considérés comme un apanage aristocratique : un privilège qui est tout au plus accordé gracieusement à d'autres par les autorités et après avoir passé au crible les mentalités et les choix de vie. Cela constitue une sérieuse hypothèque pour notre démocratie et pour notre société. Nous voulons que toutes les personnes qui vivent ici puissent participer aux décisions politiques. C'est pourquoi nous demandons, avec l'initiative pour la démocratie, des conditions équitables pour la naturalisation et donc un changement de paradigme sur qui est considéré·e comme faisant partie de la Suisse. Nous voulons que chaque personne puisse décider librement où elle souhaite vivre, qui elle souhaite aimer et où elle souhaite travailler. C'est pourquoi nous demandons que les migrations dans toutes les directions soient en principe autorisées, et seulement exceptionnellement interdites.



POSITION : ÉGALITÉ

L'État continue de privilégier certaines formes de relations et de projets de vie par rapport à d'autres. Nous nous engageons pour l'égalité de tous les projets de vie. Un État libéral reconnaît la diversité et respecte les choix privés, notamment en ce qui concerne les formes de relation et de vie. Les libertés individuelles, l'autodétermination et l'égalité des chances entre les genres et entre tous les modes de vie constituent ainsi des revendications fondamentales d'un point de vue libéral. Il s'agit de mettre en œuvre le principe constitutionnel d'égalité entre les genres dans tous les domaines de la vie. Toutes les formes de relations consenties et tous les modèles familiaux, qu'ils soient de même sexe ou de sexe différent, qu'ils se fondent sur le mariage ou non, doivent être rendus possibles de la même manière. Nous demandons entre autres :

- que le mariage, avec sa longue histoire d'instrument de pouvoir central du patriarcat, ne soit plus considéré comme le mode de vie par défaut ;
- que la compatibilité entre vie professionnelle et familiale soit améliorée grâce à un congé parental ;
- l'imposition individuelle ;
- un droit pénal sexuel fondé sur le consentement (« Seul un Oui est un Oui »).

POSITION : TRANSITION NUMÉRIQUE

La numérisation constitue un grand défi pour les démocraties libérales et en particulier en ce qui concerne les libertés individuelles. Nous sommes optimistes en matière de technologies, sans faire preuve de naïveté pour autant. Nous sommes conscient-es que la numérisation déclenche une destruction créatrice qui mène à des concentrations de pouvoir et des rapports de force et qu'elle va créer des perdants. Nous nous concentrons sur la manière dont les valeurs fondamentales de notre société, la dignité et l'autonomie des individus peuvent être protégées des disruptions par des institutions adaptatives. Nous thématisons les changements radicaux des marchés et des modèles d'entreprise d'une part, et de l'État d'autre part, et montrons leurs implications pour les démocraties libérales - en particulier pour les libertés individuelles et les institutions de l'État de droit. Nous nous engageons pour la protection et le développement des libertés individuelles dans l'espace numérique, dans notre société numérique, également face aux concentrations privées de pouvoir.



NOS OBJECTIFS ORGANISA- TIONNELS

NOS OBJECTIFS ORGANISATIONNELS

RENFORCER LE MOUVEMENT

Nous sommes une grande équipe constituée de bénévoles et de soutiens, agile et organisée hiérarchiquement de manière horizontale. Nous constituons une plateforme et créons des possibilités de participation politique, animé·es par la volonté de nos bénévoles de défendre une société ouverte, progressiste, libérale et juste et de faire vivre la Suisse. Nous renforçons et consolidons notre dimension de mouvement citoyen. Nous augmentons le nombre de nos membres et de nos soutiens permanents (y compris les donateur·trices et les personnes qui rendent les choses possibles) ainsi que le nombre de bénévoles engagé·es dans les équipes de campagne et dans la réflexion politique. Nous travaillons à l'attractivité de l'engagement bénévole et garantissons des compétences importantes pour l'organisation, non seulement au sein du secrétariat et du comité directeur, mais aussi au-delà de ces organes.

MOBILISATION : PASSER À LA VITESSE SUPÉRIEURE

Afin d'atteindre, activer, mobiliser et convaincre nos groupes cibles, nous veillons à réaliser des campagnes ciblées, ambitieuses et percutantes grâce à une réflexion politique de qualité, en faisant preuve de créativité et en recourant aux technologies de pointe. Nous nous concentrons sur la qualité des résultats qui permettent d'évaluer notre travail. Nous attirons l'attention du public par des actions percutantes et médiatisées. Nous essayons de nouveaux concepts et nous n'avons pas peur d'échouer. Nous avons l'ambition d'être toujours dans l'air du temps et à l'avant-garde dans la réalisation de nos campagnes. Nous voulons continuer à nous améliorer constamment au niveau de la créativité, de la réflexion politique et de l'impact..

PLAIDOYER : ANTICIPER LES DYNAMIQUES

Nous nous engageons très tôt et utilisons notre force de mobilisation de manière stratégique et systématique pour l'élaboration des politiques. D'une part, nous surveillons de près la vie politique institutionnelle lorsque nous estimons que des acquis sont menacés. D'autre part, nous soutenons de l'extérieur les alliés politiques sur nos thèmes de prédilection et nos positions et lorsque ceux-ci sont traités au Parlement. Nous surveillons l'agenda politique dans nos domaines prioritaires et nos positions. Nous voulons réagir encore plus tôt et plus efficacement lorsque nos thèmes apparaissent sur la scène politique, et entretenir et développer notre réseau.

COMMUNICATION : DONNER LE RYTHME

Nous faisons preuve de précision sur le fond, de clarté et d'audace dans la forme et de courtoisie dans nos relations. Nous reconnaissons le rôle des médias dans une démocratie moderne, accordons le poids nécessaire à nos relations avec les journalistes ainsi qu'à notre travail médiatique, tout faisant preuve de la plus grande intégrité. Les déclarations du comité national et du secrétariat aux médias sont cohérentes avec les revendications et les positions d'Opération Libero. Nous utilisons un langage inclusif, compréhensible et sensible aux discriminations. Nous voulons continuer à investir dans l'accessibilité. Nous voulons que notre communication soit unique et reconnaissable. Nous faisons parfois les choses différemment. Et nous voulons que l'on remarque le plaisir que nous prenons à faire de la politique ainsi que le sérieux et la passion avec lesquels nous poursuivons cette politique. Nous accordons la plus grande importance au ciblage. Nous avons l'ambition d'être meilleurs que les autres dans ce domaine.



UNE COOPÉRATION EFFICACE

Nous ne faisons pas que discuter : nous décidons. Nous le faisons de manière différenciée, préparée et ciblée. Les décisions sont prises, exigées et mises en œuvre rapidement, simplement et courageusement. Le consensus est nécessaire, pas l'unanimité. Nous travaillons de manière professionnelle et efficace. Cela signifie que nous visons à obtenir un effet maximal avec le peu de ressources dont nous disposons. Nous veillons à nos propres ressources et à celles des autres.

FINANCEMENT DURABLE

Nous voulons assurer la pérennité de notre mouvement et nous veillons à la mise en œuvre de notre plan d'action, notre modèle de financement élaboré en 2021. Ce modèle prévoit trois piliers permettant chaque année de couvrir les coûts de base. Il s'agit des dons à notre mouvement (viser les dons recourants), des cotisations et des parrainages (Génération Libero). À ces trois piliers s'ajoutent les dons pour les campagnes. Nous gérons nos dons avec rigueur, les recettes affectées sont systématiquement utilisées à bon escient. Nos budgets sont équilibrés, nous coordonnons toujours l'utilisation des fonds et la collecte de fonds. Nous voulons augmenter le capital de l'association par des campagnes fortes, un renforcement de la prospection de fonds institutionnelle et des dons réguliers. Au centre de notre action, nous nous concentrons sur les personnes privées qui soutiennent notre vision et notre mission. Nous visons également à obtenir davantage de soutien d'entreprises et de fondations.

CRÉDIBILITÉ ET AUTHENTICITÉ

La crédibilité d'Opération Libero est centrale pour notre image, notre impact et donc notre succès. Nous...

- vivons à l'interne et à l'externe ce que nous exigeons ;
- sommes indépendant·es, tant sur le plan de la réflexion que sur le plan financier ;
- sommes transparent·es (en ce qui concerne le financement, les contenus, les activités, les formes de communication) ;
- sommes honnêtes, sincères et ouvert·es aux critiques ;
- traitons avec respect nos bénévoles, nos permanent·es, les membres du comité directeur, etc.
- entretenons une bonne culture du feedback et apprécions les échanges bien intentionnés ;
- réfléchissons régulièrement à nos propres actions et nous efforçons de nous améliorer constamment.

INDÉPENDANT·ES ET CORRECT·ES

Toutes les décisions relatives aux positions sont prises indépendamment de la provenance de nos dons. Nous veillons au respect des normes légales, des règles déontologiques et des standards éthiques dans la gestion de l'association. Nous suivons des règles claires pour les relations, les rapports et la collaboration au sein de nos organes et entre eux. Nous ciblons les fonctions et les compétences visées lorsque nous attribuons nos postes. Les membres de notre comité sont soumis à une obligation de signaler les intérêts. Nous exposons ouvertement les conflits d'intérêts et notre manière de les gérer est clairement définie. Nous investissons du temps dans la mise en place et l'entretien des structures, nous clarifions toujours nos processus lorsqu'ils ne sont pas clairs, ainsi que les rôles des différents organes et fonctions : les tâches, les responsabilités et les compétences sont définies de manière à laisser une marge de manœuvre individuelle et à éviter les conflits.